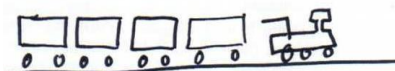




Engagés et offensifs pour changer la vie

« Notre message est simple : soit on prend l'initiative d'organiser des actions collectives pour modifier le cours des choses, soit on les laisse faire. » Prononçant ces mots, Bernard Thibault a donné le ton dès le début juillet avec des propositions que la CGT a rappelé aux autres syndicats pour la rencontre du 18 août et sur la nécessité de travailler à l'organisation dès les premières semaines de la rentrée d'une journée de mobilisation pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, la défense des services publics. Les 5 organisations syndicales présentes valident notre démarche et invitent les autres organisations confédérales à la prochaine rencontre du 24 août. Cette intersyndicale décidera de la suite à donner après les annonces gouvernementales. Malgré des différences d'appréciation quant aux causes de la crise et aux solutions à apporter, c'est un bon point d'appui pour déboucher partout sur des constructions d'actions le plus large possible. D'ores et déjà, les unions confédérales de retraités appellent à une journée nationale de manifestation pour le 6 octobre 2011 sur les enjeux du pouvoir d'achat et de la perte d'autonomie. Les assemblées de syndiqués de rentrée et d'échange sur la préparation du congrès de la Fapt et de notre prochaine conférence UFR, les points de rencontre pour investir les lieux de vie seront une des clés pour réussir ces prochains rendez-vous de lutte.

L'UNITE
C'EST COMME LE TRAIN :
UNE LOCOMOTIVE , ET DES WAGONS
... FOM EMmener TOUT LE MONDE



En bref...

Les pacés mis à l'écart de la pension de reversion

Il y a bien une différence entre couples mariés et pacés : ces derniers ne peuvent obtenir une pension de reversion après la mort d'un conjoint, a confirmé le conseil constitutionnel. Une position contraire aux recommandations de la commission européenne des droits de l'homme.

Cotiser plus pour une pension moindre

Le décret portant à 41,5 ans la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein pour les générations nées à partir de 1955 a été publié au journal officiel. Les salariés qui n'auront pu accumuler 166 trimestres cotisés se verront appliquer une décote de 1,25% par trimestre manquant. Cette mesure s'ajoutant au relèvement progressif depuis le 1^{er} juillet, de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans.

**Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne**
6 numéros par an
au prix de 14,30€

L'endettement, et alors !

S'inquiéter de la dette publique est légitime. Mais, comme le souligne la CGT, « il y a du mauvais et du bon endettement ». L'un finance une politique coûteuse d'aide aux entreprises à l'efficacité incertaine et le fait payer très cher aux salariés, déprimant du même coup les perspectives de relance. L'autre au contraire permet d'investir pour la croissance et la solidarité. Un choix de société, qu'abolirait la « règle d'or » budgétaire que Sarkozy voudrait voir inscrite dans la constitution.

Fraude sociale : la triche des riches

Les patrons indélicats qui ne déclarent pas leurs salariés sont à l'origine de 79% des 10 à 20 milliards d'euros annuels de fraudes à la Sécurité sociale. Mieux, sans cette tricherie massive, quasi banalisée, les comptes sociaux de la nation seraient à l'équilibre. Près de 12% des patrons sont en infraction. Au regard de cette véritable arnaque aux prélèvements, les fraudes estimées aux prestations (allocations familiales, RSA ...) seraient 5 fois moindre.

Perte d'autonomie : rien n'est joué

Le débat engagé pendant plusieurs mois sur le dossier « dépendance » a fait état d'une forte résistance aux projets gouvernementaux. De fait, l'Elysée préfère attendre la rentrée pour présenter les grandes orientations de la réforme de la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie. L'enjeu de son financement, celui de la protection sociale en général sera au centre des mobilisations à venir, dont celle des retraités du 6 octobre.

Pas de vacances pour la vie syndicale !

800 tracts distribués, plus de 600 signatures recueillies sur la pétition de l'UFR, 1 adhésion, 1 continuité syndicale, c'est le résultat du travail engagé par la section Fapt 31 sur le marché Cristal, devant des bureaux de Poste de Toulouse et de la banlieue durant les deux mois d'été.

Chères vacances

Sur 53 millions de français âgés de 15 ans ou plus, 18 millions ne partiront pas du tout en vacances toute l'année 2011. Parmi les catégories socioprofessionnelles frappées par la crise qui partent le moins : les retraités, les ruraux, les chômeurs, les jeunes et autres salariés.

Infos sociales...

COGAS du 20 juillet

A l'ordre du jour, l'affectation d'un budget complémentaire 2011 de 3 millions d'euros. La CGT a demandé qu'il soit transformé en budget permanent et affecté en totalité au budget fonctionnement du COGAS et non au budget investissement qui est du ressort du budget général de La Poste. Sur le redéploiement budgétaire, la CGT est contre la vente du patrimoine social, elle rejette toutes les économies prévues sur les aides aux postiers actifs et retraités et demande plus de moyens pour l'action sociale ainsi qu'une revalorisation des seuils de QF pour les chèques vacances. Il est regrettable que certaines O.S cautionnent une régression de l'action sociale.

Complémentaire santé collective pour les fonctionnaires :

La CGT n'a pas signé l'accord compte tenu des garanties insuffisantes entre les classes I et II et garanties différentes entre ces 2 classes et les classes III et IV. Peut-on accepter qu'un cadre cotise moins qu'un employé et reçoive une prestation supérieure? Pas de participation à la prévoyance, et rien pour les retraités, la réponse de La Poste ne correspond pas à la revendication légitime des postiers actifs et retraités. En cassant la solidarité inter générationnelle la Poste porte la responsabilité d'une forte augmentation de cotisation pour les retraités. Poursuivons l'action pour faire évoluer le contrat collectif dans l'intérêt de tous.

34^{ème} Congrès et 12^{ème} conférence

La préparation du 34^{ème} congrès de la FATP et de la 12^{ème} conférence de notre UFR va être au cœur des réunions et assemblées générales qui vont se tenir dans les prochains jours. Les interventions individuelles et collectives seront utiles pour dégager des pistes revendicatives et de luttes. Les questions qui portent sur la syndicalisation des retraités, la vie syndicale et l'activité en territoire devraient occuper une bonne partie des échanges.

Renforcement : les 100% d'ici le congrès fédéral

Nous sommes à un peu plus d'un mois de l'ouverture du 34^{ème} congrès de notre fédération et d'ici là tout doit être mis en œuvre pour atteindre le premier des objectifs de notre UFR, c'est-à-dire les 100% de FNI réglés à Cogétise par



rapport à toute l'année 2010. Rien d'impossible pour nos syndicats départementaux en retard. Plan de travail, visites à domicile des syndiqués et se saisir des AG de rentrée afin de s'appuyer sur nos adhérents dans le déploiement.

Un sommet pour rien

Le sommet Franco/Allemand a accouché d'une souris. Il n'a rien apporté de nouveau à la situation de crise. Les pays européens ont besoin de s'appuyer sur une politique de croissance durable et de convergence en matière de droits sociaux et fiscaux au lieu de d'amplifier libéralisme et austérité.

La CGT continuera de s'opposer au principe de la règle d'or, véritable outil de casse du système de protection sociale, de démantèlement des services publics, d'écrasement des salaires et des pensions.

Sur l'agenda :

26-30 septembre 2011 : 34^{ème} congrès de notre fédération à Lille

6 octobre 2011 : journée nationale d'action unitaire des retraités

28-30 mars 2012 : 12^{ème} conférence de notre UFR

Je m'informe aussi sur :

Le site internet de l'UCR :

www.ucr.cgt.fr

Le site internet de l'UFR :

www.cgt-fapt.fr

International

Somalie : la guerre, la faim, la misère

Trois régions du sud de ce pays sont déclarées en situation de famine. Selon l'ONU, plus de 2 milliards d'euros manquent pour réellement subvenir aux besoins des 12 millions de personnes qui luttent contre la faim dans la corne

Israël : les chaînes se brisent

Des centaines de milliers d'Israéliens manifestent ou occupent les centres villes depuis plusieurs semaines. Ils protestent contre la politique ultralibérale du chef du gouvernement. Un souffle nouveau a saisi la société israélienne. Plus de justice sociale, hausse des salaires et des pensions, arrêt des privatisations sont au cœur des revendications qui sont mises en avant par ce mouvement historique.

Indignados

Partis des quatre coins d'Espagne, les indignés ont convergé à Madrid le 23 juillet pour une grande manifestation. A force de dialogue avec les habitants, ce mouvement franchit ainsi une nouvelle étape avec une question centrale : « comment passer de la contestation au changement ? ». De villes en villages, les Indignados ont cherché à faire partager leur mouvement et à recueillir les revendications des habitants.

U.S.A.

Dans les banques alimentaires ou dans les centres de santé de New York les coupes budgétaires envisagées par la Maison Blanche vont avoir des effets dévastateurs. Par exemple : les retraites publiques par répartition pourraient être réformées notamment en faisant payer davantage les retraités ou en supprimant certains remboursements. Autre exemple : l'assurance maladie est en ligne de mire ! Cette sécurité sociale à l'Américaine est menacée et 50 millions de personnes ne peuvent se soigner que grâce à ce système. Que deviendront-ils après cette purge sociale?